



# Coordination contre l'exclusion et la xénophobie

Case postale 182 • 1211 Genève 7 • CCP 17-78082-7 • info@stopexclusion.ch

## Genève, capitale des droits humains Pas des expulsions et des renvois forcés !

Communiqué – 9 octobre 2014

La Coordination genevoise contre l'exclusion et la xénophobie a déposé auprès du Grand Conseil et du Conseil d'Etat une pétition munie de 3'496 signatures. Les personnes qui l'ont signée demandent aux autorités d'utiliser le sol genevois à d'autres fins que la construction de places de détention administrative, et condamnent fermement l'usage de cellules familiales.

Pour rappel, le chantier de la Brenaz II a été inauguré le 26 août dernier. Il est prévu que cet établissement serve dès 2018 à la détention administrative. Cette détention ne punit pas des délits, mais prive de liberté des personnes uniquement parce qu'elles sont sans titre de séjour (déboutées de la procédure d'asile ou séjournant sans statut légal), en vue de leur renvoi forcé.

Début 2013, le canton disposait des 25 places de l'établissement de Frambois. En 2018, il y en aura 168. Ainsi le nombre de places de détention administrative aura été multiplié par six en cinq ans !

Le projet prévoit en outre l'aménagement de cellules familiales, dans lesquelles des enfants pourraient être enfermés avec leurs parents. Ces cellules sont illégales, tant du point de vue de la loi genevoise (art. 6 al. 5 LaLEtr) que du droit suisse et international. Elles sont surtout profondément choquantes et indignes de Genève, où l'on célébrera bientôt les 25 ans de la Convention des droits de l'enfant.

À ce boom de la détention administrative s'ajoute, dans le cadre de la restructuration de la politique d'asile, un projet de « centre fédéral de départ » de 260 places à partir duquel des demandeurs d'asile seront aussi renvoyés. Quelles en seront les conséquences sociales et financières pour notre canton ?

Genève ne doit pas devenir un pôle d'expulsion. Il en va de la fidélité à une tradition humaniste séculaire et de l'image de notre ville qui abrite le siège du Haut-Commissariat aux Réfugiés, du CICR ou du Conseil des Droits de l'Homme. Il en va surtout de la dignité des Genevoises et des Genevois, qui n'ont même pas eu droit à un débat sur cette question.

Au-delà du dépôt de cette pétition, la Coordination contre l'exclusion et la xénophobie entend continuer son action sous différentes formes et pourra compter non seulement sur le soutien solide des dizaines d'organisations membres qui la composent, mais aussi désormais sur celui des milliers de sympathisant-e-s qui ont signé la pétition.

[Lien vers la pétition « ma Genève »](#)